

La Conférence des évêques de Madagascar (CEM) a dressé un tableau toujours aussi sombre de la situation qui prévaut dans le pays. Un diagnostic qui ne diffère en rien des précédents mais dont le retentissement s'en trouvera à quelques mois de la visite annoncée du **pape François**, du 6 au 10 septembre.

Le président de la République a réaffirmé son intention de mettre en place des gouvernorats de région. Une alternative au référendum serait envisagée pour contourner la révision constitutionnelle qui lui a été refusée par la HCC.

Le Sénat dans le collimateur du pouvoir. Dans une lettre ouverte, son président a déploré une « **censure** » contre son institution par les médias publics. Le **projet de destitution de Rivo Rakotovo**, président de l'ancien parti présidentiel HVM que le chef de l'Etat souhaiterait mettre sur la touche, est pour l'instant en stand-by, contraignant Andry Rajoelina à une cohabitation jusqu'au terme du mandat des actuels sénateurs. Le chef de l'Etat a néanmoins trouvé une alternative à son projet de suppression du Sénat : il a pris une ordonnance en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, **réduisant de 63 à 18 le nombre de ses membres**. Six des 18 nouveaux sénateurs seront nommés.

Les dossiers des 79 députés de la précédente législature ont été transmis au PAC par le Bianco. Nombre d'entre eux, impliqués dans l'affaire de corruption dite du « *Paon d'Or* », sont candidats aux législatives du 27 mai. Ils auraient été « *achetés* » en mars-avril 2018 par le pouvoir pour qu'ils votent en faveur du nouveau et très contesté code électoral.

L'Allemagne va appuyer Madagascar dans le basculement de la liste électorale vers un système biométrique. Reste à trouver les financements et à définir à partir de quelle liste l'opération pourra être réalisée, l'actuelle présentant encore des lacunes. Il faudra enfin que le système biométrique soit encadré juridiquement.

La Charte de bonne conduite des candidats aux législatives n'a été signée que par 67 % postulants. Le CFM a annoncé que la liste des non-signataires serait publiée. Le document n'a aucune force contraignante mais le comité paritaire d'élaboration a considéré que la publication cette liste inciterait les citoyens à faire les bons choix, permettant ainsi de redorer le blason de l'Assemblée nationale, passablement terni par les « *affaires* ».

La CENI a multiplié les mises en garde concernant la **neutralité de l'administration**, rappelant que des peines encourues par les agents de l'Etat en cas d'infraction. La Commission a observé, impuissante, que nombre de candidats **n'ont pas respecté les textes en vigueur** concernant l'organisation de leur campagne. Selon l'observatoire Safidy, 32 % des candidats ont distribué de l'argent, 13 % ont été victimes de pressions et de menaces. Dans 7 % des cas, la campagne a été effectuée dans des zones interdites. Multipliant déplacements et inaugurations, Andry Rajoelina a été épinglé par le TIM pour partialité dans le déroulement de la campagne.

Les candidats financièrement puissants se sont rapidement démarqués de leurs concurrents. Une situation qui trouve son origine dans le manque de transparence du financement des campagnes électorales, déjà déploré pour la présidentielle. Sur les 810 candidats en lice, seuls **388 avaient désigné leur trésorier à l'ouverture de la campagne**.

Le président de la commission électorale du district d'Ihosaloa a avoué avoir falsifié la liste électorale. Arrêté et placé sous mandat de dépôt après plusieurs semaines d'enquête, il aurait ajouté plus de 5 000 électeurs fictifs dans ce district qui en compte 106 000.

Quatre candidats incarcérés ont été admis à participer au scrutin, tandis que d'autres, ayant également des démêlés avec la justice, ont bénéficié d'une liberté provisoire. Parmi ces derniers, des candidats impliqués dans des affaires de trafic de bois de rose, de vente illicite du domaine privé de l'Etat ou encore de kidnapping.

Les sondages d'opinion ont été officiellement interdits par la HCC. *Tribune* a qualifié cette décision « *d'atteinte à la liberté d'expression.* »

Sur les 810 candidats aux législatives, près de 500 se sont déclarés « indépendants ». Pour Ketakandriana Rafitson, directrice exécutive de Transparency International, « *cette grande proportion d'indépendants ouvre la voie à une explosion de la corruption et à une grande instabilité parlementaire* ». Selon la politologue, beaucoup d'entre eux sont « *financés par les principaux partis, dans une stratégie de conquête de sièges* ». Ce sont ces « *sans étiquette* » qui pourraient monnayer leur voix et aider les partisans d'Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana à obtenir la majorité.

Le Japon et l'Allemagne ont accordé des contributions complémentaires au financement des élections. Avec son second apport au « *basket fund* » du Sacem, l'Allemagne totalise une contribution de 1,48 millions de dollars. L'UE a accordé 520 000 euros à l'observatoire des élections Safidy.



Le scrutin des législatives s'est déroulé dans le calme mais avec un taux d'abstention record (69 %). « C'est une première et une menace pour l'avenir de la démocratie à Madagascar », a commenté le vice-président de la CENI, Thierry Rakotonarivo. Des anomalies sur la liste électorale ont été observées dans de nombreux bureaux de vote. L'omission des noms de certains électeurs sur la liste constitue l'une des difficultés observées. Des électeurs qui ont participé aux deux tours de l'élection présidentielle ont été privés de leur droit de voter aux législatives. Des candidats ont protesté contre des fraudes dans plusieurs villes importantes. Durant sa rencontre avec 200 chefs d'entreprise, lors de sa visite officielle en France, **Andry Rajoelina a annoncé que sa coalition IRD soutenant**

l'« Initiative pour l'émergence de Madagascar » (IRD) aurait conquis la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Lors d'une conférence de presse, la CENI avait pourtant demandé dans la journée aux acteurs de s'en tenir aux règles électorales et de ne pas diffuser de résultats, à part ceux émanant de l'entité chargée de l'organisation du scrutin. A Antananarivo le TIM de Marc Ravalomanana aurait pris l'avantage sur les candidats de l'IRD pro-Rajoelina. **La CENI publiera les résultats provisoires le 15 juin.** A partir de cette date, la HCC aura deux semaines pour proclamer les résultats officiels.

Le Royaume-Uni compte réintégrer le pool des partenaires bilatéraux de la Grande île. Pour l'instant, Le Royaume-Uni accorde 60 millions de dollars aux appuis multilatéraux à la Grande île. Le Brexit devrait permettre de développer une vraie relation bilatérale. (...) Notre ministère des Affaires étrangères a une nouvelle stratégie pour l'Afrique, qui est d'avoir une présence plus importante dans les pays francophones. », déclare l'ambassadeur.

Droits humains à Madagascar : des avancées sensibles sur la planification familiale et une stagnation inquiétante sur les droits des enfants, selon le diplomate américain Thomas Brouns qui a présenté le fruit de ses recherches sur l'état des droits de l'homme dans la Grande île.

Développement humain : Madagascar classée 161e sur 180 pays. La Grande île était au 158e rang sur 188 l'année dernière et au 154e rang en 2016. Elle avance légèrement en termes de développement humain mais sa performance reste faible par rapport à celles des autres pays, notamment en Afrique. Le rapport complet du Pnud sera publié au 4e trimestre.

Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité, **quatre Zones rurales prioritaires de sécurité (ZRPS) ont été créées,** dotées chacune d'au moins 400 militaires. Un premier hélicoptère venant d'Afrique du Sud a été livré, d'autres sont attendus, ainsi qu'un appareil de transport de matériels lourds. Le ministre de la défense se donne quatre mois pour rétablir la sécurité sur tout le territoire. Dans la région Anosy, des dahalo repentis seraient en train de reprendre du service. Le ministre lui-même reconnaît que des éléments des forces de l'ordre, des fonctionnaires ou des élus locaux peuvent être de connivence avec les bandits. Le chef d'État-major évoque une **situation de mini-guérilla dans plusieurs zones** qui donnent du fil à retordre aux militaires. Il qualifie de « **mercenaires** » sous la coupe de « **dahalo en col blanc** » les dahalo qui font de la résistance. Une opération de **régularisation de la détention d'armes et de marquage des armes à feu** est en cours, avec l'aide des Nations unies. Le ministre atteste « *l'existence d'un réseau qui fournit des armes à feu aux bandits.* » Des milliers loueraient également leurs armes.

Deux Zones maritimes prioritaires d'intervention (ZMPI) ont été mises en place pour lutter notamment contre la contrebande. **Des importations clandestines d'armes, notamment chinoises, sont évoquées.**

La mise en place des **puces de géolocalisation de bovidés** a été lancée. Ce système permettra d'authentifier et de suivre à la trace le déplacement des zébus qui font l'objet de trafics. A terme, le projet devrait concerner plus de 2 millions de têtes de bovidés.

Lors d'opérations militaires à Miandrivazo, 70 habitations de deux villages ont été brûlées. Un ex-militaire a été pendu et des actes de pillages ont été signalés. Plus d'une cinquantaine de villageois ont subi des traitements cruels, inhumains et dégradants d'après des dénonciations. Un rapporteur de la CNIDH évoque une « *expédition punitive* » et va enquêter sur place. Le ministère de la défense nationale a démenti formellement de telles exactions. La population de la Haute Matsiatra redoute d'être prise pour cible par les militaires et les gendarmes déployés dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. Elle en appelle à la vigilance et à la responsabilité des forces de l'ordre.

Un véhicule de touristes a été attaqué par une vingtaine de dahalo à Bekopaka, à proximité du site des Tsingy. 11 passagers ont été blessés suite à une attaque contre leur camion à proximité de Farafangana par huit hommes armés.



Dans un communiqué intitulé une « **justice limitée aux effets d'annonce** », le SeFaFi procède à une radiographie du secteur depuis l'arrivée au pouvoir d'Andry Rajoelina. Il estime que s'il y a eu signes encourageants, ils doivent toutefois être suivis d'effet. L'Observatoire propose la suppression de la HCJ pour que citoyens et hauts dignitaires soient traités équitablement. Dans sa plaidoirie pour une justice équitable et une lutte contre l'impunité, il réclame également une limitation de l'étendue de l'immunité parlementaire. Estimant que les prisons sont faites uniquement pour les « *pauvres* », le SeFaFi dénonce « *une justice à deux vitesses* ».

Le ministre de la justice a annoncé son intention de **délimiter l'étendue de l'immunité parlementaire** accordée par l'actuelle Constitution. Le sujet pourrait faire débat avec l'installation en juillet de la nouvelle Assemblée.

Le ministère de la justice a annoncé une réforme de la garde à vue. Les actes de torture seront interdits, toute personne arrêtée sera informée sur ses droits. Un registre de garde à vue sera créé. Une possibilité de contrôle sera ouverte à la hiérarchie policière et judiciaire, à la CNIDH ou à toute autre ONG œuvrant dans le domaine de la protection des droits de l'homme. La conception cette réforme a vu la participation de l'Ordre des avocats et de l'ACAT Madagascar.

L'envoyée spéciale de l'ONU, Jelena Zelenovic, a rencontré le CFM et s'est entretenue, avec le Pnud, de **la mise en œuvre et l'encadrement des « Dina »** [Pactes communautaires]. Le président du CFM, Alphonse Maka, admet que certains « *Dina* » s'appliquent sans aucun respect des droits de l'homme. « *Leur application mérite une nette amélioration* », juge-t-il.

Les trafiquants d'espèces protégées pourront obtenir une liberté provisoire contre la remise de divers équipements au ministère. Un système qualifié de « *transaction avant jugement* » et parfaitement légal, selon le ministre de l'environnement.

Etablissements pénitentiaires - Trop de passe-droits et de corruption, selon le ministre de la justice, Jacques Randrianasolo. « *Trop de plaintes* » remontent concernant la maison de force de Tsiafahy où certains détenus jouiraient d'un traitement de faveur. A la maison centrale d'Antanimora, des familles de détenus qui rendent visite à leurs proches se plaignent qu'on « *leur demande de l'argent* ».

La ration carcérale sera améliorée à la maison de force de Tsiafahy. Trois menus ont été élaborés et validés après une période de tests réalisés dans des sites pilotes. Ils prennent en compte les habitudes alimentaires des détenus.

Signature d'une convention entre l'OIF et l'ACAT Madagascar. La requalification des infractions mineures serait un moyen pour réduire la population carcérale, a-t-il été préconisé par les partenaires. Certaines infractions mineures pourraient être dépenalisées et éviter ainsi nombre de détentions préventives. Les travaux d'intérêt général pourraient se substituer à des peines d'emprisonnement.

Evasion de deux criminels dangereux sur fond de suspicion de corruption. Deux hommes, condamnés aux travaux forcés à perpétuité pour le meurtre d'une étudiante en 2017, se sont évadés dans des conditions troublantes.

L'AFD a accordé 5 millions d'euros à la justice malgache. L'OIF a versé 15 000 euros pour la lutte contre cette surpopulation carcérale et Le PNUD a remis au ministère des équipements informatiques, des mobiliers, et de la documentation pour plusieurs Chaines pénales de province.

Le mandat de 5 ans du DG du Bianco, Jean-Louis Andriamifidy, arrive à son terme fin juin. A la clôture du délai de dépôt des candidatures, le CSI avait reçu une vingtaine de dossiers et une première pré-sélection a ramené leur nombre à une dizaine. Sahondra Rabenarivo et son équipe sélectionneront trois noms à proposer au chef de l'Etat. Il appartiendra au nouveau DG de poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption qui vise à atteindre 50 points sur 100 sur l'indice de perception de la corruption à l'horizon 2025.

Dans son rapport annuel le DG du Bianco a déploré un **manque de volonté politique dans la lutte contre la corruption**. Son activité a été fréquemment entravée par des interventions. Les violations des règles de passation des marchés publics ont fait perdre à l'Etat des sommes considérables. En 2018, 264 personnes ont été auditionnées, 2 689 dossiers ont été reçus, 2 477 traités, 147 arrestations ont été opérées. Jean-Louis Andriamifidy va quitter ses fonctions sur un goût d'inachevé, estime la presse.

Les organisations de la société civile engagées dans la lutte contre la corruption ont adressé une lettre ouverte à Andry Rajoelina pour lui demander **d'adopter par ordonnance la loi sur le recouvrement et l'affectation des avoirs illicites**. Elles pointent du doigt les risques économiques élevés pour le pays dus au retard accumulé pour son adoption.

Deux bérets rouges et deux militaires en civil ont humilié publiquement et maltraité huit individus à Miandrivazo. Les villageois se plaignent du comportement des militaires. « *Il ne s'est rien passé !* », affirme avec fermeté le commandement du régiment de la zone.

La femme d'affaires et ex-conseillère de la présidence, **Claudine Razaimamonjy, impliquée dans un nouveau dossier** de détournements de fonds publics. Selon le Bianco, les marchés publics visés par ces malversations concernent plusieurs dizaines d'établissements scolaires. 15 personnes seraient mises en cause, dont de hauts responsables. Le dossier a été transmis au Pôle anti-corruption et à la HCJ. Claudine Razaimamonjy reste incarcérée, dans l'attente de connaître le sort réservé à ses multiples affaires en cours.

L'évacuation sanitaire controversée de l'ex-conseillère fait l'objet d'une instruction judiciaire. Plus d'une vingtaine de personnes ont été auditionnées. « *Nous n'avons été que de simples exécutants* », ont clamé les 24 surveillants pénitentiaires mis en cause. Ils avaient tout à fait le droit de refuser ces ordres s'ils les jugeaient illégaux, a estimé le Bianco.

Suite au détournement de plus de 618 millions Ar. au sein de la direction de la programmation élargie de vaccination du ministère de la santé, trois personnes ont été placées sous mandat de dépôt : le sénateur Bertin Andriamihaingo, élu d'Antananarivo, l'ancien directeur du service et le responsable des marchés publics du ministère.

Détournement d'un milliard Ar à l'ambassade de Madagascar à New York. « *Abus de fonction, favoritisme, prise d'avantages injustifiée, faux et usage de faux, trafic d'influence* ». Telles sont les infractions de « *grande corruption* » qui pèsent sur trois personnes relevant de la représentation malgache auprès des Nations unies, dont l'ambassadeur en poste au moment des faits.

Sept personnes ont été frappées d'interdiction de sortie du territoire pour suspicion de corruption au sein de l'Office de la radio et télévision malagasy (ORTM).

Acquisition illicite de terrains au sein d'une réserve spéciale dans le district de Soanierana-Ivongo. : un vice-président du Sénat et un préfet sont impliqués, ainsi que plusieurs représentants de l'Etat et des élus locaux. Cette affaire est la troisième dans laquelle un membre de la Chambre haute est impliqué.

Huit employées de maison malgaches en transit aux Comores ont été arrêtées à Moroni. Leur destination finale était le Koweït. Le ministère des affaires étrangères a demandé leur refoulement.

Les policiers du service central des enquêtes spécialisées ont intercepté une femme au port de Mahajanga pour avoir tenté d'envoyer des **travailleuses malgaches en Arabie Saoudite.**

Quinze clandestins Africains ont été interceptés à Nosy Be et dans la région Diana. Ils étaient en partance pour Mayotte pris en charge par une filière clandestine.

142 995 cas de rougeole enregistrés depuis septembre 2018. 19 080 cas ont été qualifiés de « *compliqués* ». 909 décès ont été enregistrés, auxquels s'ajoutent 340 décès communautaires non certifiés.

Fistule obstétricale : dignité bafouée pour les 50 000 victimes malgaches. Chaque année, 4 000 femmes et adolescentes sont victimes de fistule obstétricale. Seulement 1 000 d'entre elles sont prises en charge et bénéficient d'une réparation. Les victimes sont considérées comme des pestiférées, elles se retrouvent dans le dénuement et plongées dans une situation d'isolement. Le thème choisi cette année pour la Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale était : « *La fistule obstétricale est une violation des droits humains, mettez-y fin maintenant* ».

Quatre nouvelles universités sont prévues dans la nouvelle loi de Finances, financées notamment par la réduction du nombre de sénateurs. *L'Express* écrit : « *On pourra se targuer d'être le pays qui compte le plus d'universités en Afrique mais si ce ne sont que des chefs d'œuvres en architecture pour épater la galerie sans personnel suffisant et qualifié pour les faire fonctionner.* »

2 695 enfants victimes de violences sexuelles ont été pris en charge en 5 ans par le Centre Vonjy du CHU de Befelatanana à Antananarivo. Le Centre est appuyé par le Système des Nations unies.

Violences basées sur le genre - La première dame Mialy Rajoelina ambassadrice de la lutte contre les violences basées sur le genre avec le soutien de l'UNFPA est **candidate pour organiser une conférence internationale à Madagascar en 2020.**

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie, **la communauté LGBTI a dénoncé les discriminations subies.** Elle fait état d'agressions, voire d'assassinats. L'ONG Réseau Madagascar Solidarité LGBT reçoit chaque semaine près de 40 plaintes.

Le gouvernement compte obtenir le rapatriement des bois de rose saisis à Singapour en mars 2014. La justice singapourienne vient pourtant d'acquitter l'importateur et a ordonné la restitution de ces bois précieux à cet homme d'affaires. Le gouvernement est critiqué pour ne pas avoir encore poursuivi les commanditaires de cette affaire portant sur 29 434 rondins dont la valeur marchande a été estimée à 50 millions de dollars.

Bois de rose : blanchiment de capitaux de plusieurs centaines de millions Ar. Le Bianco a saisi le Pôle anti-corruption (PAC). Eddy Maminirina, surnommé « *Eddy bois de rose* », suspecté de corruption, trafic illicite et

blanchiment de capitaux perpétrés depuis 2014, a été arrêté le 12 février. En attendant la suite de l'affaire traitée par la Chaîne spéciale compétente dans les affaires de trafics de ressources protégées, son cas est entre les mains des magistrats du PAC pour blanchiment d'argent.

Le ministère de l'environnement, avec l'appui de la Banque mondiale, prévoit d'acheter des conteneurs pour stocker les bois de rose inventoriés. Les conteneurs seront par la suite placés dans des lieux sécurisés. Le ministère doit en effet achever l'inventaire des bois de rose saisis, comme exigé par la Cites.

La justice a confirmé en appel la condamnation à des peines de six ans de prison ferme de trois personnes reconnues coupables d'avoir participé à un trafic de 10.000 tortues radiées. La cour d'appel de Toliara leur a aussi infligé solidairement une forte amende et le versement de dommages et intérêts au ministère de l'environnement. Pour *Les Nouvelles*, les condamnés ne sont que des exécutants, les commanditaires courent toujours.

Projet minier Base Toliara : les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de 30 membres des communautés locales accusés d'avoir porté atteinte aux installations du site minier. 21 d'entre eux ont été libérés, neuf autres restent détenus. Une rencontre qui s'était tenue sur place avec une délégation gouvernementale pouvait laisser penser que le dialogue était renoué. Il n'en est rien. **Le Craad-OI et le Collectif Tany a réclamé leur libération immédiate et lancé une pétition en ligne.**

Septième « Dialogue politique » entre l'UE et l'État malgache, le 1^{er} depuis la prise de fonction d'Andry Rajoelina. 492 millions d'euros ont déjà été alloués par l'UE pour financer les actions du gouvernement. Cette somme est inscrite dans le Programme indicatif nationale (PIN) du 11e FED. D'après les explications, « *la totalité de ce budget est déjà engagée et débloquée* ». Outre la mise en œuvre du PIN, a été abordée la question des fonds régionaux et des lignes thématiques de l'UE. Ainsi, 232 millions d'euros ont été débloqués pour financer les travaux de réhabilitation des RN 6 et 13. L'UE a fait part de sa disponibilité à reprendre les négociations pour un nouvel accord de pêche. La question sécuritaire a aussi été traitée. Autres thématiques discutés : la gouvernance, les trafics illicites de ressources naturelles, le respect des droits humains, la situation de la Jirama et le développement des énergies renouvelables. L'UE a débloqué 300 000 euros pour deux régions du Sud où la situation alimentaire et nutritionnelle se détériore.

Quatre conventions de partenariat signée à l'occasion de la visite officielle d'Andry Rajoelina en France. Trois d'entre elles portent sur la construction ou la reconversion de centrales électriques.

La Grande île se situe au 193e rang mondial en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène », a rappelé *Midi*. Seuls 30 à 35 % des Malgaches ont accès à l'eau potable. Il faudrait 2,8 milliards de dollars par an pour ravitailler en eau potable toutes les régions. Cette situation impacte très négativement la santé des populations et la productivité du pays.

Un nouveau pôle urbain sera implanté dans l'Atsimondrano sur une superficie de 1 000 ha dans les 10 ans à venir. Le projet, baptisé « *Tanamasoandro* », devrait accueillir un dixième de l'accroissement de la population de la capitale.



Installation d'un « sous-centre Africain du Centre National de R&D en riz hybride de Chine » sur la commune de Mahitsy. Objectif : obtenir des rendements quatre fois supérieurs au riz conventionnel de Madagascar et permettre à Madagascar de devenir auto-suffisant. Plus de 100 000 hectares sont à identifier pour cette culture. Le père du riz hybride en Chine a précisé incidemment que « *le riz cultivé ne peut servir de semences* ». Il s'agira de **riz OGM** qui placera les petits producteurs sous la coupe du producteur de semences, dénoncent des spécialistes.

La loi de Finances rectificative 2019 fait la part belle aux grands projets, notamment la construction de 4 universités et de 13 hôpitaux, infrastructures annoncées dans le programme présidentiel IEM. Les dépenses de fonctionnement de l'administration devraient

baissier de 20 %. 572 millions d'euros de financement extérieurs sont attendus pour réaliser plusieurs de ces projets, indique la présidence.



Autre promesse de campagne inscrite dans cette loi : **l'augmentation du salaire minimum à 200 000 Ar, soit 50 euros.** En matière de sécurité, le texte annonce le déploiement de forces de l'ordre dans toutes les zones rouges. Le CCOC déplore la précipitation qui a prévalu pour l'adoption de la loi de Finances rectificative et l'absence de concertation avec la société civile. « *Les détails sur le volet social semblent flous. Notamment par rapport au projet de construction de nouveaux hôpitaux alors que ceux qui sont déjà opérationnels sont en état de délabrement* », ajoute la secrétaire générale.

Annoncé par Andry Rajoelina lors de sa visite à Maurice au mois de mars, **le projet de parc industriel de Moramanga se précise.** D'une superficie de 680 ha à développer en plusieurs phases, la mise

en place d'un premier complexe de 80 ha dédié au textile est sur les rails. Toutes les activités se réaliseront dans le cadre de joint-ventures. Le choix de Moramanga s'explique par son emplacement stratégique entre la capitale et le port de Toamasina. Un projet d'autoroute Antananarivo-Toamasina est à l'étude.

Coup d'envoi du projet « Fihariana » par le chef de l'Etat : 200 milliards Ar. [49,3 millions d'euros] pour la promotion des PMI - PME. Les jeunes à la recherche de financement pour lancer leur entreprise peuvent désormais déposer leur dossier auprès des chambres de commerce. L'Etat jouera le rôle de garant et les banques partenaires BNI et BOA accorderont des prêts remboursables à des taux bonifiés.

Le syndicat des enseignants-chercheurs (Seces) de la capitale a décidé la reprise des cours après sept semaines de suspension. L'Etat a accepté de satisfaire plusieurs de leurs revendications.

Les enseignants syndicalistes du primaire et du secondaire tirent la **sonnette d'alarme concernant le sort, qualifié de misérable, des maîtres FRAM.** Ils sont encore des milliers à espérer devenir fonctionnaires.

Les droits des travailleurs employés dans les commerces chinois de la capitale ne sont pas respectés. Tel est le constat dressé par les inspecteurs du travail qui se sont rendus dans les centres commerciaux de Behoririka. Les responsables ont donné un délai de 20 jours aux employeurs pour se conformer aux textes en vigueur.